

On aurait pu, il y a deux ans, comme aujourd'hui, régler rapidement cette entente sur le pétrole et redonner à notre économie une épine dorsale qui s'imposait, qui aurait renforcé le dollar canadien à l'échelle mondiale. Et on a préféré faire de la petite politique, par le ministre spécialiste en cette matière, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), et tenir tête à un gouvernement qui justifiait ses positions également. Tout cela coûte cher aujourd'hui. On a refusé de poursuivre une orientation vis-à-vis de l'entreprise privée que nous, de ce côté-ci, nous avions indiquée aux hommes d'affaires du Canada. On a refusé de poursuivre et d'endosser la politique des taux d'intérêt pour relancer la construction, moteur principal de notre économie. Et aujourd'hui, ces gens-là qui nous ont battus parce que notre proposition envers les propriétaires ne touchaient pas les locataires directement . . .

Une voix: Ignorant!

M. La Salle: Ignorant! Lequel des deux côtés était le plus ignorant, sachant très bien qu'une politique qui favorisait le propriétaire entraînait le maintien de prix normaux pour les logis. Mais parce qu'on n'a pas voulu poursuivre un taux d'intérêt privilégié vis-à-vis d'un secteur aussi privilégié, aussi essentiel dans notre économie que l'industrie de la construction, on se retrouve avec des problèmes importants et des chômeurs par milliers dans ce pays. Et ces gens-là nous accusent de vouloir faire de la petite politique quand des milliers de Canadiens nous supplient, nous demandent de combattre ce gouvernement. C'est ça que les Canadiens nous demandent aujourd'hui, monsieur le président.

● (2050)

Le ministre des Finances nous parle de sa flexibilité parce qu'il a été obligé de reculer sur 18 points. Mais c'est de l'incompétence consommée, monsieur le président! Je participais ce matin à une émission de ligne ouverte. Je ne donnerai pas de nom encore, j'étais à une émission de ligne ouverte avec un député libéral. Je gagerais que vous le savez, vous ne le nommez pas vous non plus. Il reconnaissait que les députés libéraux n'avaient pas été mis au courant des projections du ministre des Finances. Ils ne savaient absolument rien de ce qu'allait contenir le budget. Est-il possible que ces ministériels ne connaissent pas au moins les grandes lignes de ce budget? Il l'a confessé à une émission de ligne ouverte avec moi à CKVL pour vous aider, monsieur le président, à identifier le député. Ce n'est pas possible. Et ces gens-là se vantent aujourd'hui d'avoir réussi par pression à avoir fait reculer le ministre des Finances. De l'incompétence inacceptable, monsieur le président, c'est cela sa flexibilité, la preuve d'une incompétence qui rejaillit sur le parti libéral. Et depuis deux jours je remarque que le premier ministre a l'air caduc un petit peu. Il n'est pas heureux de son ministre des Finances. Et je me demande comment, avec l'opposition et les pressions que nous sentons partout, et les commentaires qui nous viennent de tous les secteurs, ces députés peuvent encore honnêtement appuyer et encourager ce ministre des Finances. Cet après-midi il n'y avait que 20 députés qui étaient venus l'entendre parler. Cela n'est pas beaucoup! Seulement 20! Je comprends que la grande majorité d'entre eux préféreraient rester dans leur bureau, et je me demande si cette même majorité ne restera pas dans son bureau, lors du vote ce soir, et ce serait là, à mon avis, le plus grand service qu'elle pourrait rendre au Canada.

Subsides

Une voix: Il ne faut pas s'y fier!

M. La Salle: Je crois que c'est le député de Saint-Jacques (M. Guilbault) qui me dit de ne pas m'y fier.

Je les connais, monsieur le président, même si cela leur fait mal et va à l'encontre des intérêts de leurs électeurs. Comme ils l'ont fait depuis quinze ans, ils se dirigeront comme des moutons vers la bergerie, et tout en s'écrasant ils appuieront le ministre des Finances qu'ils n'ont pas le goût d'aimer, et je les comprends. Mais l'exemple le prouve et ne peut mentir, je pense. Je demandais tout simplement cet après-midi au ministre d'État aux Finances, qui se vantait du fait que son gouvernement ait proposé des mesures visant à la modernisation de l'industrie de la chaussure. En principe, c'était bien, et nous sommes fort heureux de cela. Le ministre d'État aux Finances ne m'a pas laissé le temps de finir . . .

Une voix: Vous n'êtes pas heureux?

M. La Salle: Bien sûr, nous sommes heureux de voir que le Canada s'occupe de faire la promotion de l'industrie de la chaussure au Canada. Mais je demandais au ministre tout simplement et honnêtement, plutôt de nous traiter d'ignorants—et je répète que moi je n'ai pas manifesté ce geste d'hypocrisie—j'ai simplement, en même temps que le gouvernement a décidé tout à coup de redresser ce genre d'industrie, il a tellement attendu que cela a coûté des milliers d'emplois au Québec. Et le ministre d'État aux Finances n'a jamais voulu le dire. C'est tout ce que je lui demandais, monsieur le président. Et le ministre d'État aux Finances sait parfaitement bien que nous avons subi une perte de milliers d'emplois, non seulement au Québec, mais dans tout le Canada, en ce qui a trait à l'industrie de la chaussure. Cela a causé la perte de milliers d'emplois. On a attendu encore! On a attendu à un tel point que ceci va coûter cher en pertes d'emplois et particulièrement en ce qui concerne la province de Québec. Je me souviens que l'honorable député de Drummond (M. Pinard) a critiqué sévèrement et publiquement le ministre de l'Industrie et du Commerce, et on peut me croire, à mon avis, il le méritait bien. Et il existe un autre député, je me demande si ce n'est pas le député de Shefford (M. Lapierre), mais je n'en suis pas convaincu. Je pense que lui aussi est touché par le problème de l'industrie de la chaussure. Dans ma circonscription, nous sommes aussi touchés par ces difficultés.

L'absence de mesures de la part de ce gouvernement coûte cher dans ce domaine, et il y en a d'autres également. Le ministre d'État aux Finances nous a fait part d'un cours sur l'économie. J'ai eu l'impression que j'entendais aujourd'hui le discours de l'ancien ministre des Finances et ministre actuel de la Justice prononcé il y a sept ou huit ans. Il nous avait alors raconté les mêmes choses ici à la Chambre. Cependant, le ministre actuel l'a mieux présenté que l'ancien ministre des Finances, qui est aujourd'hui ministre de la Justice, parce que j'avais l'impression que le ministre des Finances de l'époque ne comprenait absolument rien au discours qu'il lisait. Au moins le ministre d'État aux Finances aujourd'hui me donnait l'impression qu'il comprenait son texte. Il tentait de nous expliquer que deux plus deux font quatre, et que quatre plus quatre font huit. Et je suis convaincu que plusieurs de notre côté connaissent déjà ces mathématiques.